ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Libye

Question au Gouvernement n° 242

Texte de la question

VISITE DE M. KADHAFI EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Arnaud Montebourg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Arnaud Montebourg. Monsieur le ministre des affaires étrangères et européennes, la République française est en train d'offrir une réhabilitation retentissante et dorée sur tranche au colonel Kadhafi *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, dont le régime a torturé des êtres humains et rançonné, encore récemment, la communauté internationale.

Pour justifier cet écart par rapport au message universel de la France, vous avez prétendu que ce dictateur, à la tête d'un État voyou, serait devenu respectable. Pourtant, il y a quelques jours encore, à Lisbonne, l'intéressé faisait devant les gouvernements européens l'apologie du terrorisme.

M. Patrick Ollier. C'est faux !

M. Arnaud Montebourg. Vous avez prétendu que cette réconciliation ferait progresser les droits de l'homme en Libye. Pourtant, hier, M. Kadhafi nous a fait l'affront de dire que la question des droits de l'homme n'avait jamais été évoquée au cours de ses entretiens avec le Président de la République, traitant ainsi la France, au plus haut niveau, de menteuse.

Vous avez enfin prétendu, pour justifier cette pénible visite officielle, qu'elle rapporterait à la France des contrats d'une valeur totale de 10 milliards d'euros. Le Président de la République avait lui-même donné ce chiffre, lequel, vérification faite, s'avère ne pas correspondre à la réalité *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, puisque le montant total des contrats signés lors de cette visite ne s'élève qu'à 300 petits millions d'euros : l'essentiel a été signé avant, ou n'a pas été signé du tout !

Entre affronts, humiliations et zizanies, cette visite tourne à la farce tragi-comique !

M. Lucien Degauchy. Quel cinéma !

M. Arnaud Montebourg. Elle ridiculise la France, affaiblit la force de sa parole et ternit l'universalité de son message. Que des relations diplomatiques normales soient rétablies avec la Libye, cela se conçoit ; mais que la France fasse à son régime le cadeau d'une réhabilitation à grands frais, c'est une maladresse qui nous coûtera ! *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Monsieur le ministre, vous avez dit récemment qu'il fallait savoir de temps en temps " avaler son chapeau " : jusqu'où irez-vous dans la négation de vous-même ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur quelques bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, j'irai le moins loin possible ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

M. Jean-Paul Bacquet. Vous êtes allé déjà trop loin !

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Vous avez cité certaines prises de position de M. Kadhafi ; sachez que je les réprouve, tout comme l'ensemble des députés ici présents ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Certes, la pauvreté pousse parfois au terrorisme, mais justifier ce dernier, comme M. Kadhafi a eu l'air de le faire à Lisbonne en disant qu'il était l'arme des pauvres, cela nous le condamnons !

M. Arnaud Montebourg. Il n'a pas " eu l'air ", il l'a fait !
M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Lorsque M. Kadhafi a dit qu'il n'était pas favorable aux accords de paix entre Israël et la Palestine, il a eu tort, et nous le condamnons ! *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*
Lorsqu'il a appelé au respect des droits de l'homme ici, en France et en Europe, c'était pitoyable, et nous le condamnons ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
M. Arnaud Montebourg. Alors, pourquoi le recevoir ?
M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Monsieur Montebourg, il y a les paroles, que nous condamnons, mais il y a aussi, depuis quelques années, une réelle évolution du régime ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
M. Michel Pajon. Les paroles sont celles d'aujourd'hui !
M. le ministre des affaires étrangères et européennes. En 2003, le colonel Kadhafi a cessé de fabriquer des armes de destruction massive ; la même année, il renonçait au terrorisme et rendait les stocks d'armes qu'il possédait. En 2006, il a supprimé la peine de mort : depuis, aucun condamné n'a été exécuté. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
M. Michel Sapin. Tu es pathétique, Bernard !
M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Depuis, il a fait encore plus : en 2007, grâce à la pression de l'Europe et de la France, il a relâché les infirmières bulgares. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
Cette évolution est suffisamment importante pour que, dans le cadre d'une diplomatie de la réconciliation, nous jugions possible une visite en France ; d'ailleurs, M. Kadhafi se rendra en Espagne samedi, et M. Zapatero ne dira pas autre chose ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
Alors que le terrorisme frappe quotidiennement, hier en Algérie, aujourd'hui à Beyrouth, il convient de favoriser l'évolution d'un homme qui le condamne - et qui s'est d'ailleurs élevé hier contre les deux attentats d'Alger.
M. Bernard Perrut. Très bien !
M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Certes, c'est un pari. Mais si on ne les encourage pas, que dira-t-on aux pays qui cherchent à évoluer - comme, par exemple, l'Iran ?
Nous ne sommes pas naïfs, nous n'avons rien abandonné, nous défendons toujours les droits de l'homme - mais il est parfois plus difficile encore de se contraindre à certaines actions, lorsque c'est à ses dépens. En retour, nous n'exigeons pas d'enthousiasme de votre part, monsieur Montebourg, mais nous souhaitons qu'il n'y ait pas non plus d'hypocrisie. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur quelques bancs et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*
M. Jean-Pierre Balligand. C'est Talleyrand !
M. Jean Glavany. Un caméléon !

Données clés

Auteur : M. Arnaud Montebourg
Circonscription : Saône-et-Loire (6e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 242
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 13 décembre 2007
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 décembre 2007